



L'économie de la transition

Rénovation thermique, tarifs progressifs et financement

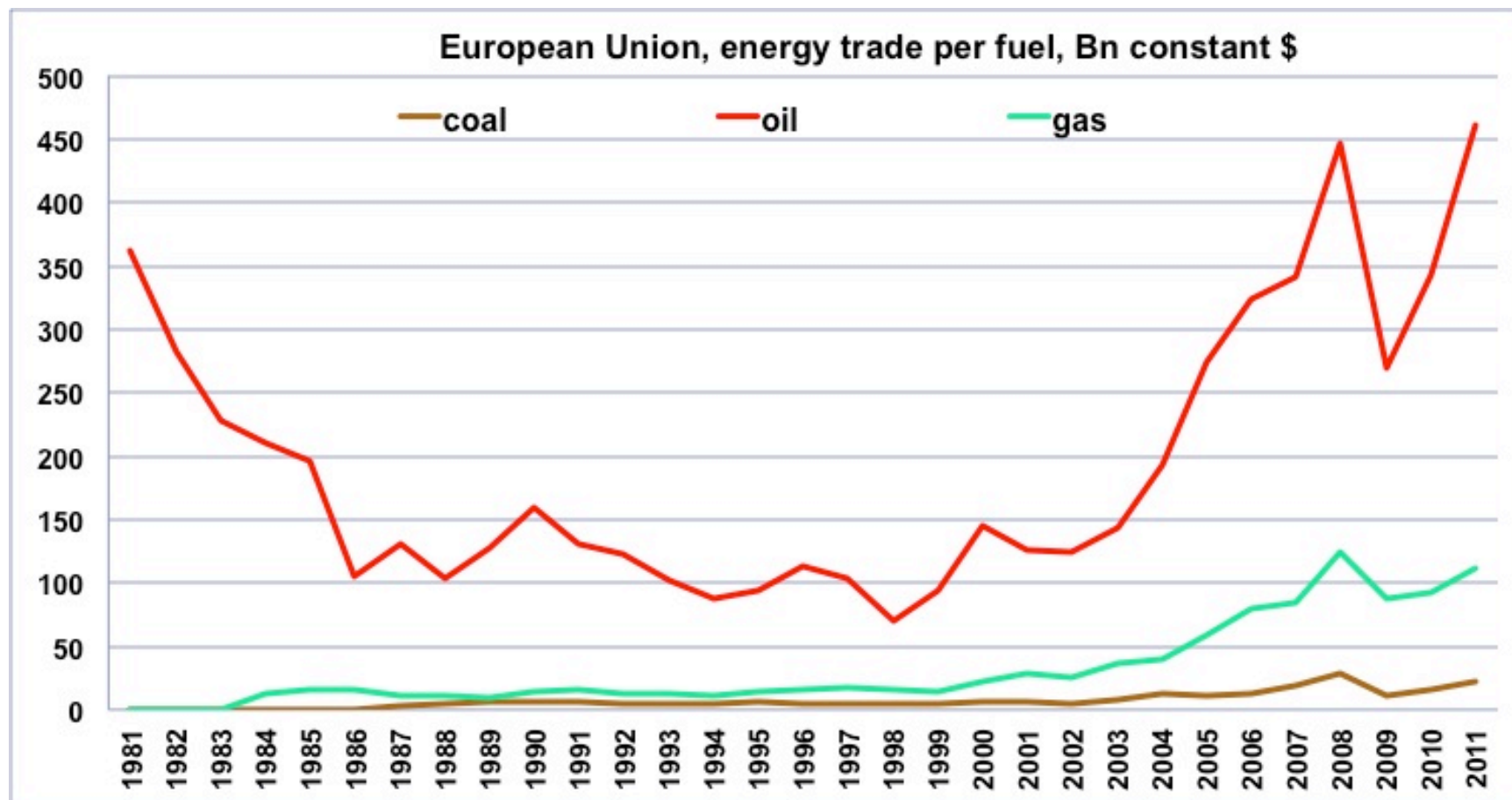
11 octobre 2012

Contacts: Alain GRANDJEAN

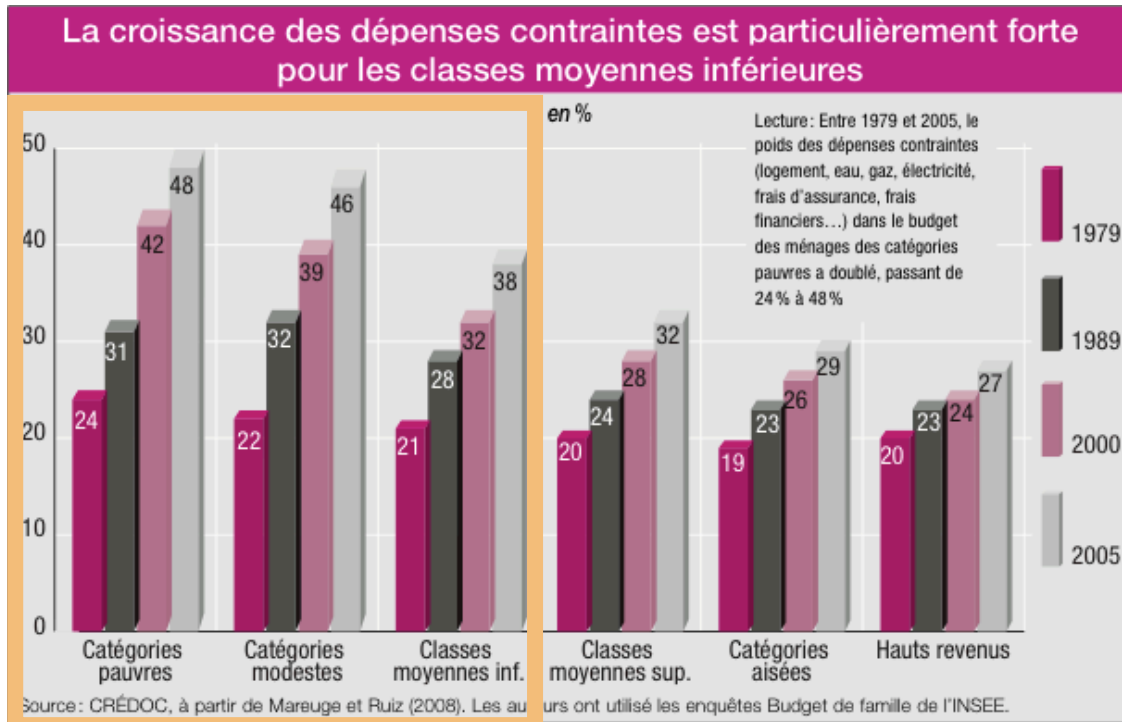
Plan de la présentation

- Les enjeux énergie et carbone de la transition
- La rénovation thermique du logement
- Les outils : tarifs, fiscalité, financements

En 2011, l'Europe a importé 600 milliards de dollars d'énergie fossile, la France près de 80...



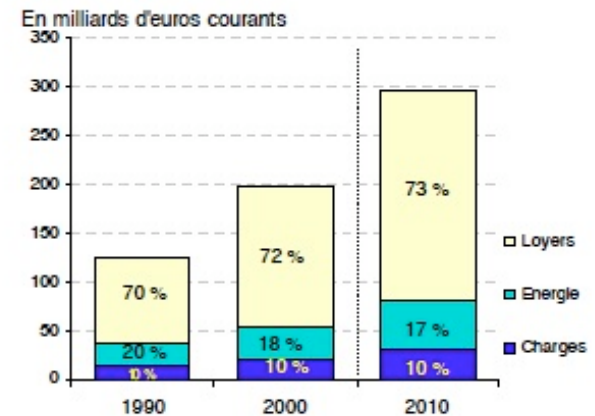
La précarité énergétique (hausse des prix de l'énergie et des dépenses contraintes), ne cesse de s'accroître



Une contrainte de plus en plus forte sur les ménages sous la médiane des revenus

Les loyers représentent une part importante du budget logement, supérieure à l'énergie

Graphique R1.2
73 % DES DÉPENSES COURANTES CONSACRÉES AUX LOYERS

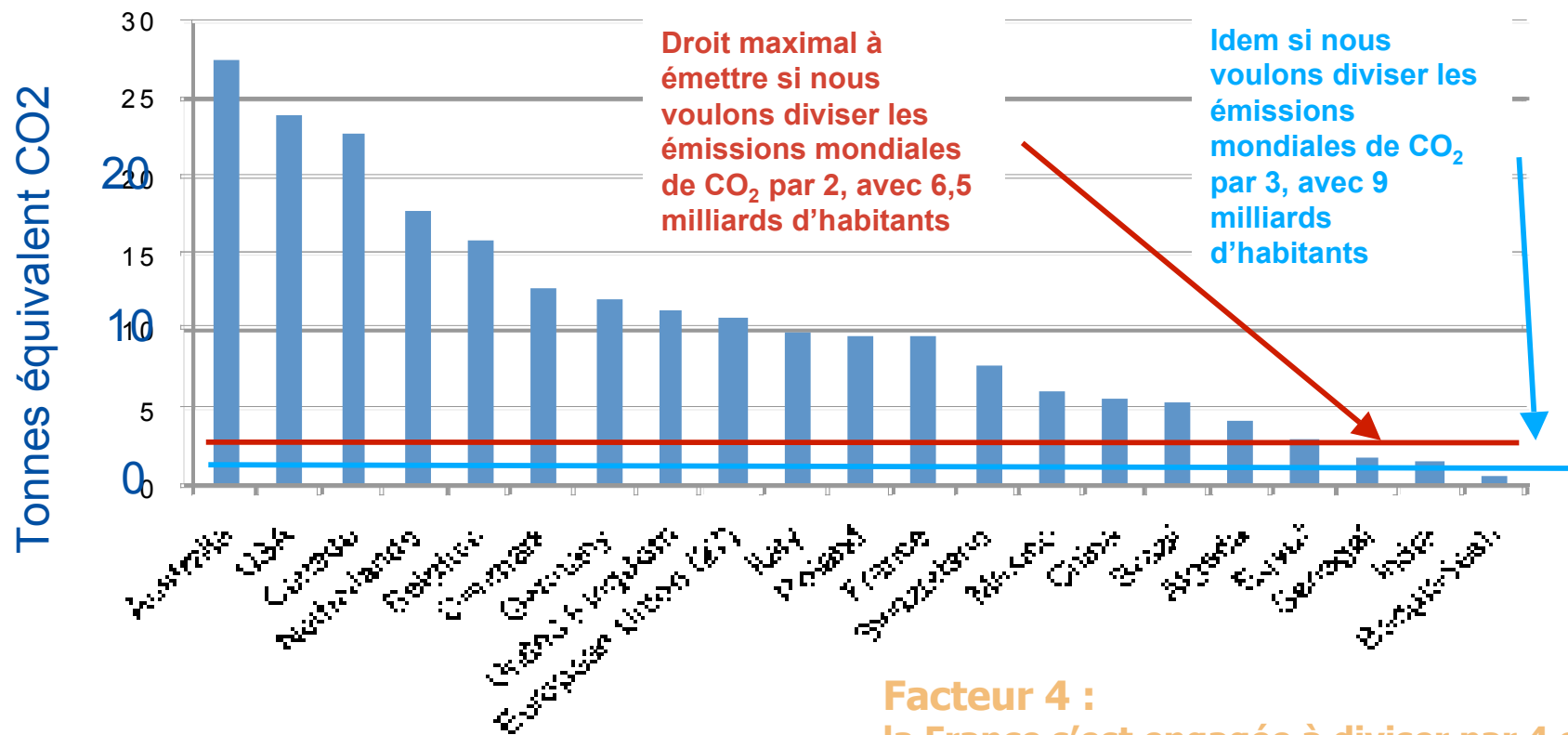


Source : Compte du logement 2009, prévision pour 2010

Source Credoc, Consommation et modes de vie mars 2009, comptes des logements

Il faut réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre

Emissions de CO₂ par habitant (excepté déforestation)

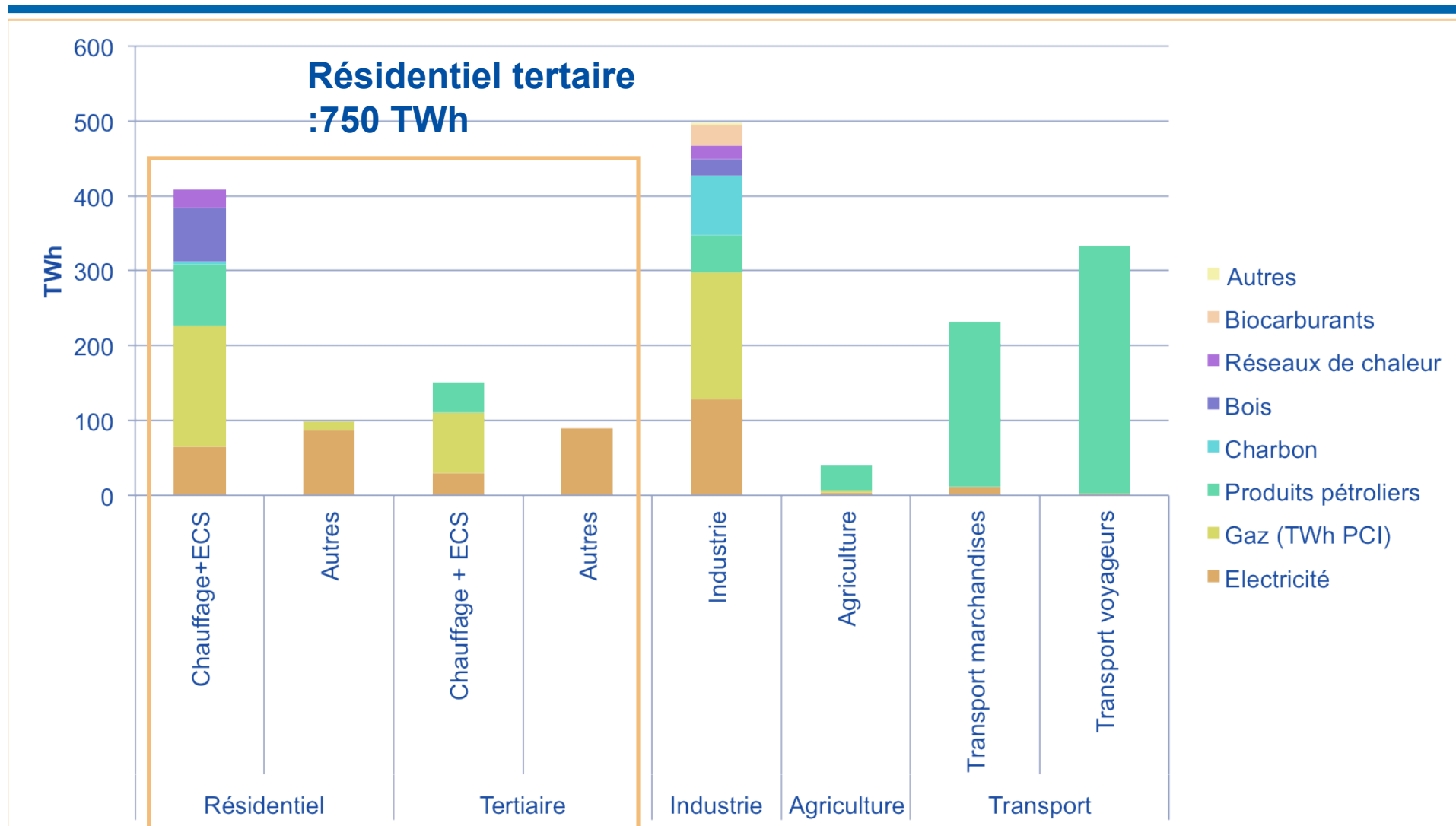


Facteur 4 :
la France s'est engagée à diviser par 4 ses émissions de GES à horizon 2050

Plan de la présentation

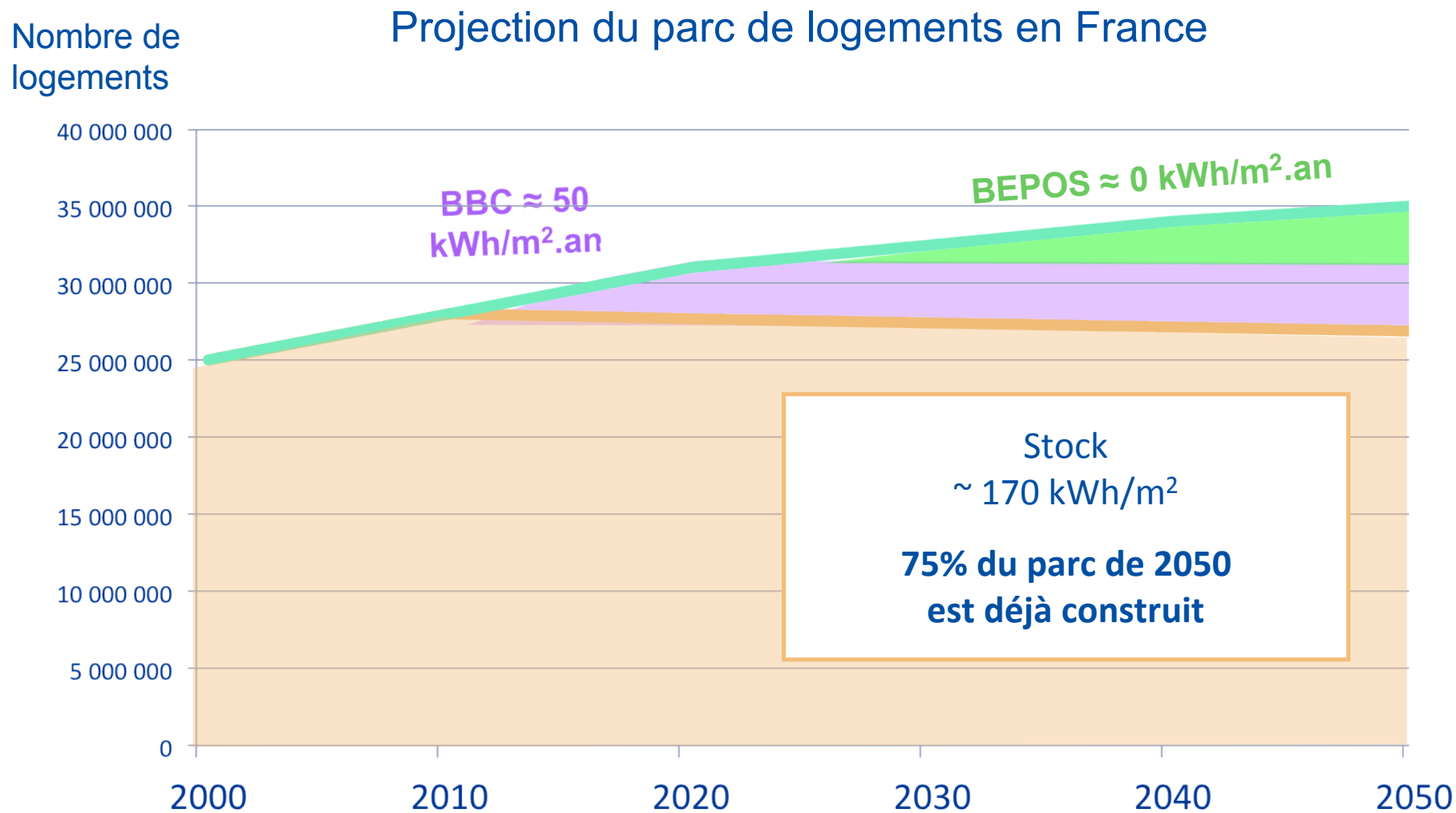
- Les enjeux énergie et carbone de la transition
- La rénovation thermique du logement
- Les outils : tarifs, fiscalité, financements

Consommation finale d'énergie : 1 850 TWh



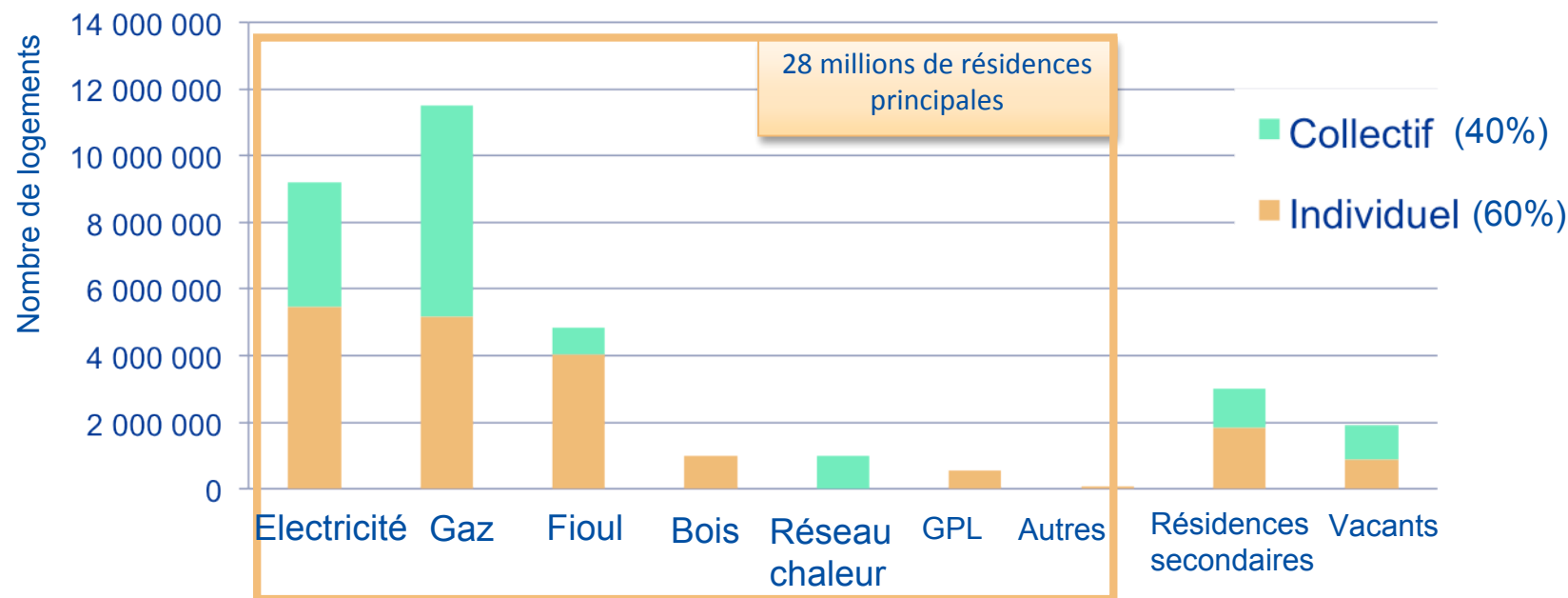
« Facteur 4 » dans le bâtiment

Le parc existant au cœur de l'enjeu



Le parc de logements existants : un parc hétérogène en âge, en type d'énergies ... en consommation

Parc de logement français en 2009



Source CEREN, ANAH

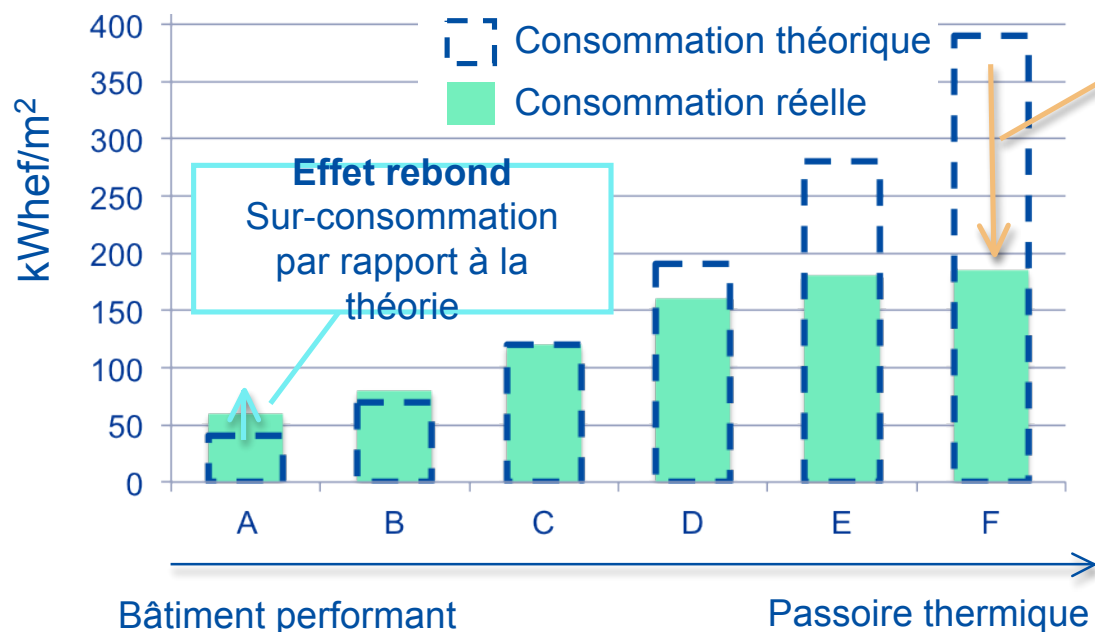
Le parc de bâtiments résidentiels

- **28 millions de résidences principales**
 - dont 16 millions de maisons individuelles (60%)
- Un parc très **hétérogène**, en âge, et en **type d'énergies**
- 3 énergies principales : gaz 40%, électricité 33%, fioul 17%
- Près de **60%** du parc construit **avant 1975**
- Taux de **renouvellement faible** : construction 1%/an ; destruction 0,1%/an



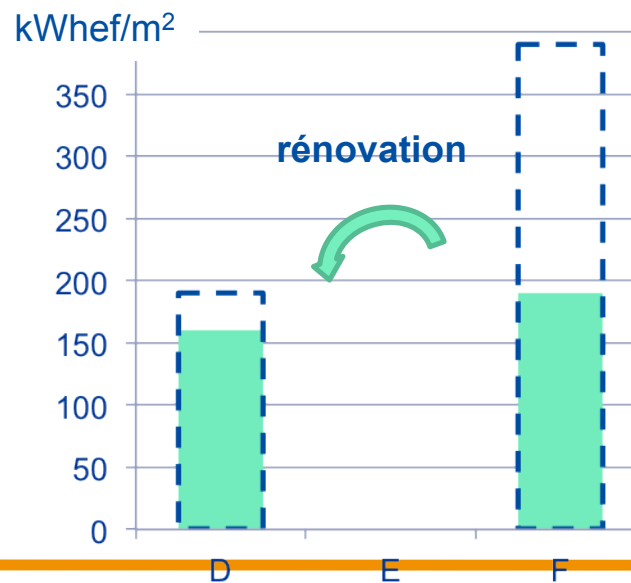
Le comportement est un facteur clé de la consommation d'énergie des ménages

Représentation schématique de l'effet comportemental sur les consommations réelles, selon le niveau de bâti



Contrainte sur la consommation
prix des énergies, précarité énergétique, in-confort

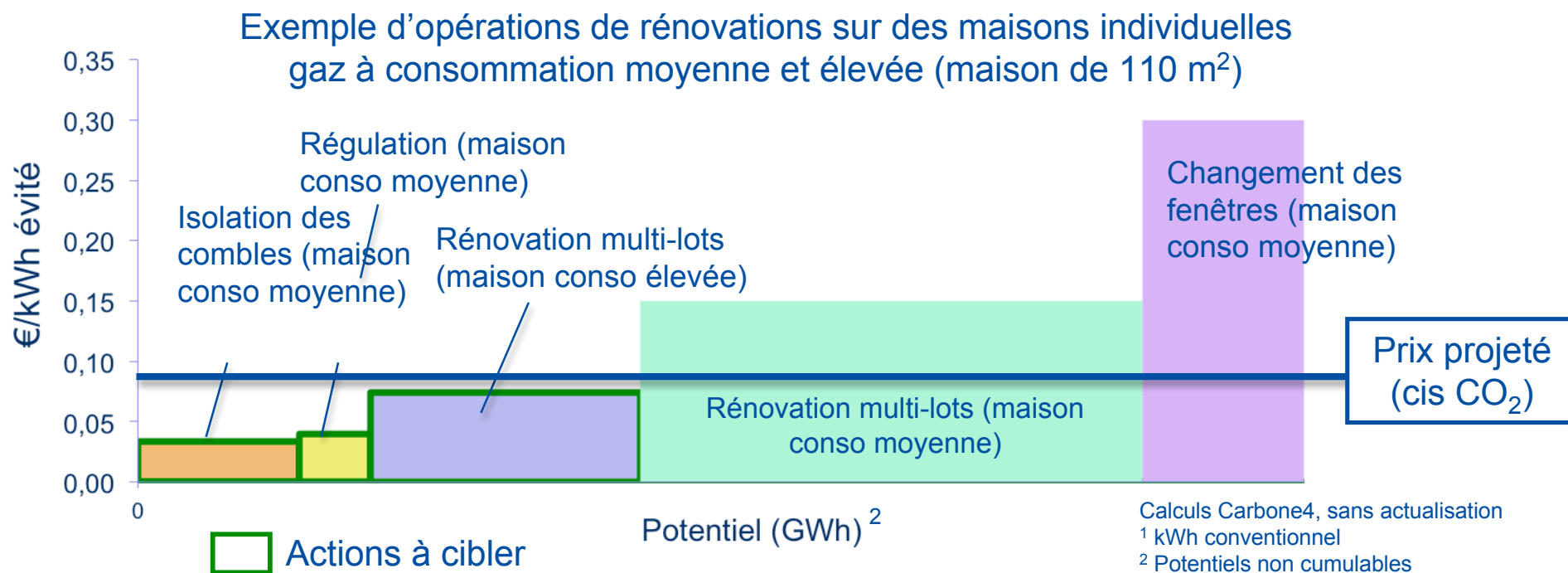
Représentation schématique des consommations réelles avant/après une rénovation



La rénovation d'une classe F à D conduira à augmentation forte du confort, mais pas nécessairement un gain réel important de consommation

Quelles rénovations pour quels types de logements ?

Comparaison du coût au kWh évité¹ au prix de l'énergie correspondant (projeté à 5 ou 10 ans), pour différentes actions, selon le type de logement.



Actions prioritaires : rénovation efficace des logements les plus énergivores (4/5 millions de logements)

Plan de la présentation

- Enjeux : énergie et carbone
- La rénovation thermique du logement
- Les outils : tarifs, fiscalité, financements

- Les prix de marché des énergies fossiles vont être fluctuants et en Europe sur une tendance haussière
- Il faut que les prix aux consommateurs incorporent une composante carbone, croissante dans le temps : deux instruments , la CCE et la CSPE
- Les questions de justice sociale et de redistribution peuvent se gérer par une réforme globale des prélèvements obligatoires, en particulier de l'impôt sur le revenu
- Il est en effet impossible d'atteindre trois objectifs avec un seul instrument

- Le tarif progressif : le diable est dans les détails
- Ne sera jamais suffisant pour traiter la question de la précarité

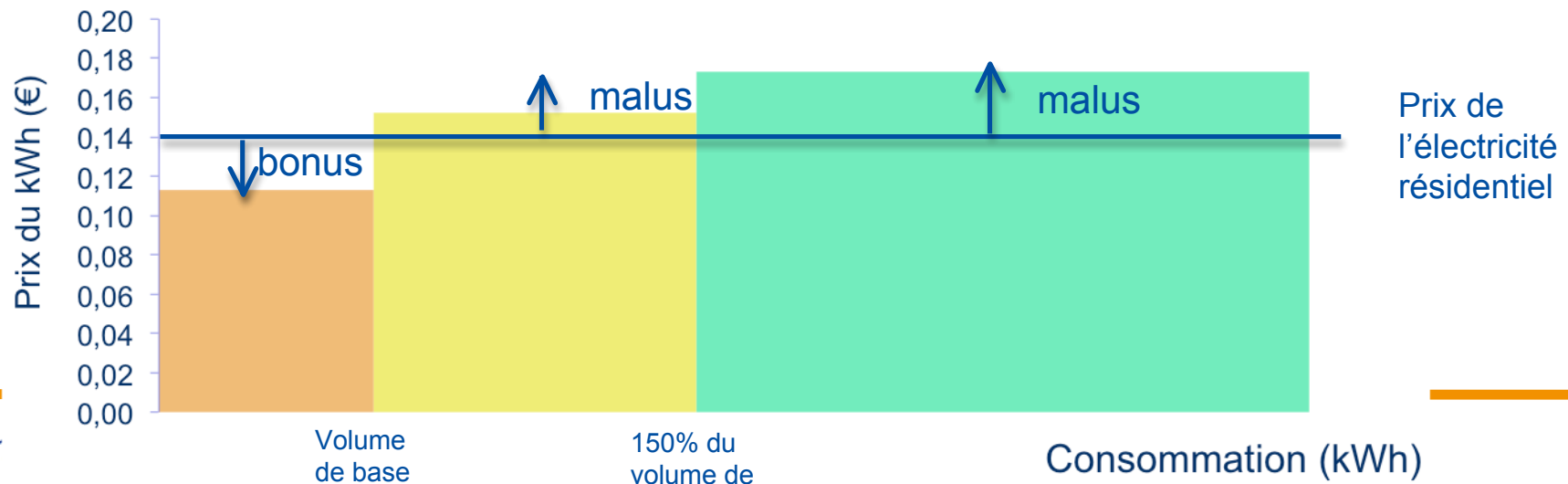
Description du tarif progressif proposé par F. Brottes

- « Art. L. 230-2. – Il est attribué, pour chaque résidence principale et pour chaque type d'énergie, des **quantités d'énergie** appelées **volumes de base**, au titre des besoins énergétiques individuels d'éclairage, d'électroménager, de production d'eau chaude sanitaire et de chauffage. Ces volumes sont calculés à partir d'un volume de référence modulé en fonction du **nombre de membres** du ou des foyers fiscaux domiciliés dans le logement, de la **zone climatique** dans laquelle le logement est situé et de son **mode de chauffage**.

Ex : à partir de 2015

- Principe proposé : Bonus / malus

Bonus, dans la limite du Malus, entre 100 % et volume de base, compris entre :	Malus, entre 100 % et 150 % du volume de base, compris entre :	Malus, au-delà de 150 % du volume de base, compris entre :
-30 et 0 €/MWh	0 et 9 €/MWh	0 et 30 €/MWh



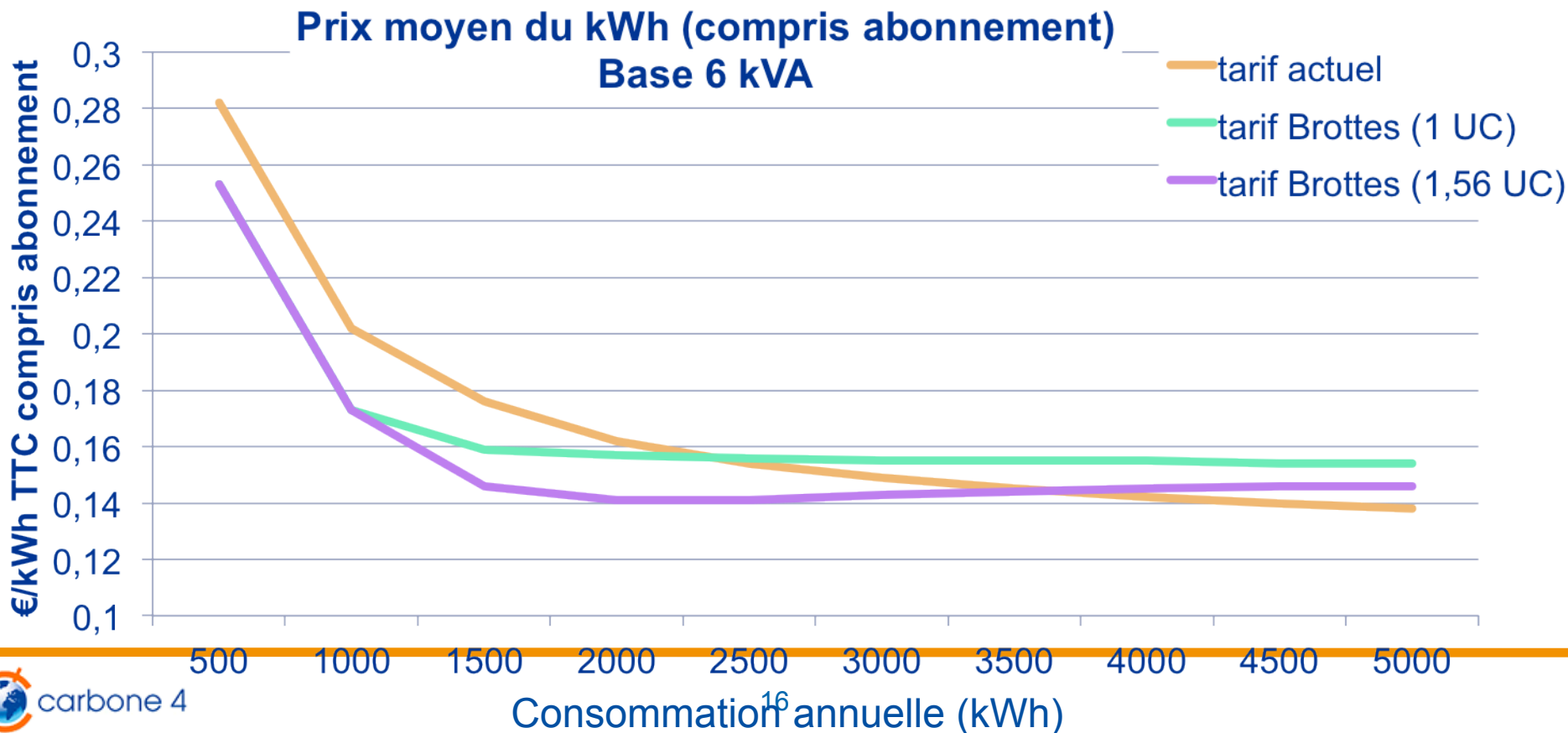
Aides publiques : conditions de succès

- Améliorer le DPE en intégrant l'affichage en classes de dépenses énergétiques → DPE+
- Cibler les logements énergivores : 4/5 millions de logements → 500 000 rénovations / an
- Créer un diagnostic rénovation énergétique avec proposition de travaux, qui guide le ménage et lui permet l'accès aux dispositifs d'aides et financements.
- Faciliter l'accès au financement (prêts bonifiés) + incitations financières (aides), modulées en fonction du revenu et du niveau de rénovation
- Organiser le financement des rénovations via une banque ou un fond public
- 500 000 rénovations / an → 10 Mds de travaux / an → 100/150 000 emplois
- Impliquer les filières : organisation des offres rénovations, formation, suivi et baisse des coûts
- Créer une filière de certification à la rénovation thermique, et un organe de contrôle

Un exemple : impact moyen sur les ménages selon leur facture

Exemple 1 : ménages non chauffés à l'électricité (sans ballon ECS électrique)
Hypothèses : volume de base 1000 kWh/UC ; bonus/malus : -30 / +9 / +30 €/MWh
(bornes de fourchettes proposées dans le projet de loi pour 2015)

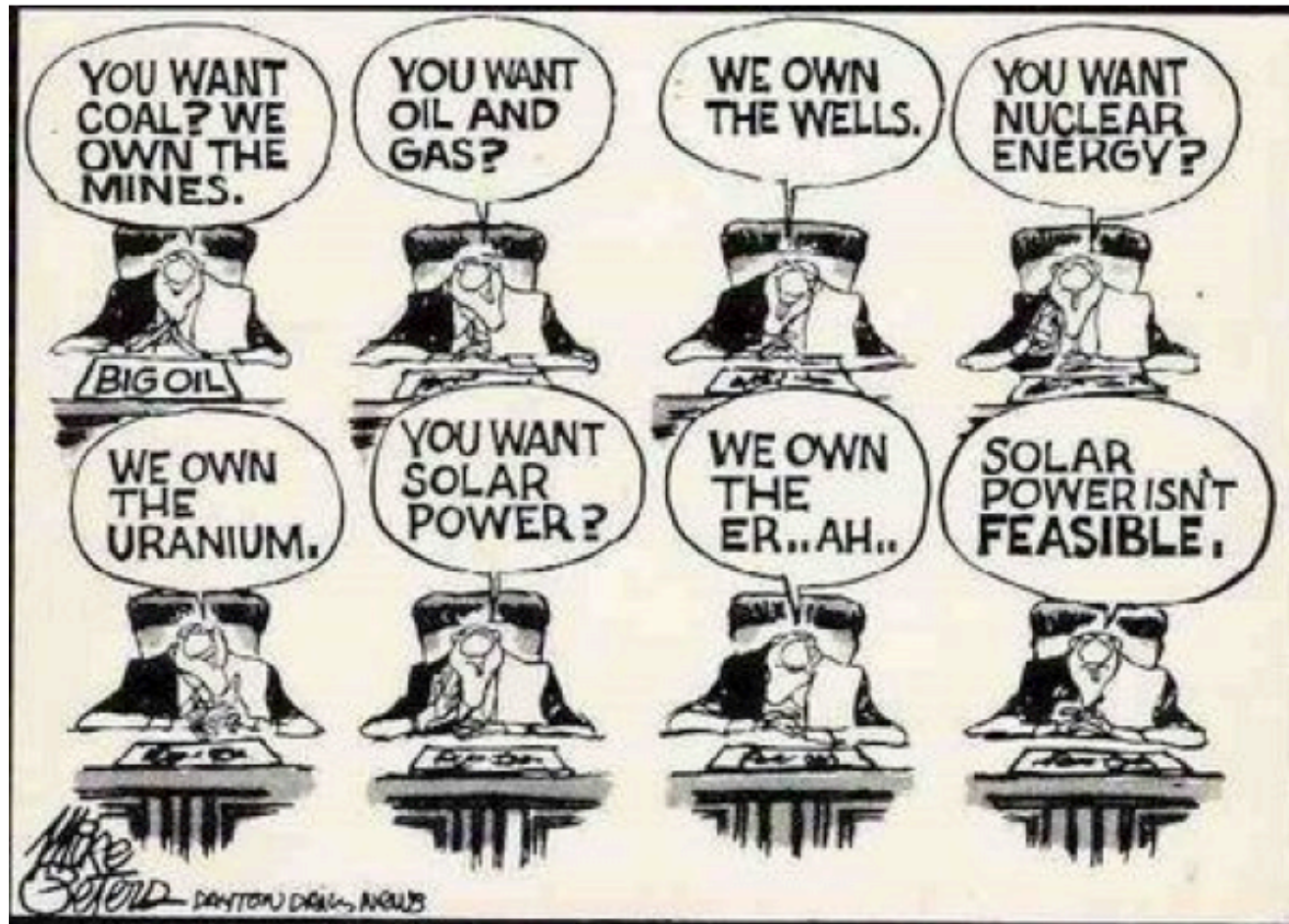
Prix du kWh moyen dans le cas de ce tarif progressif :



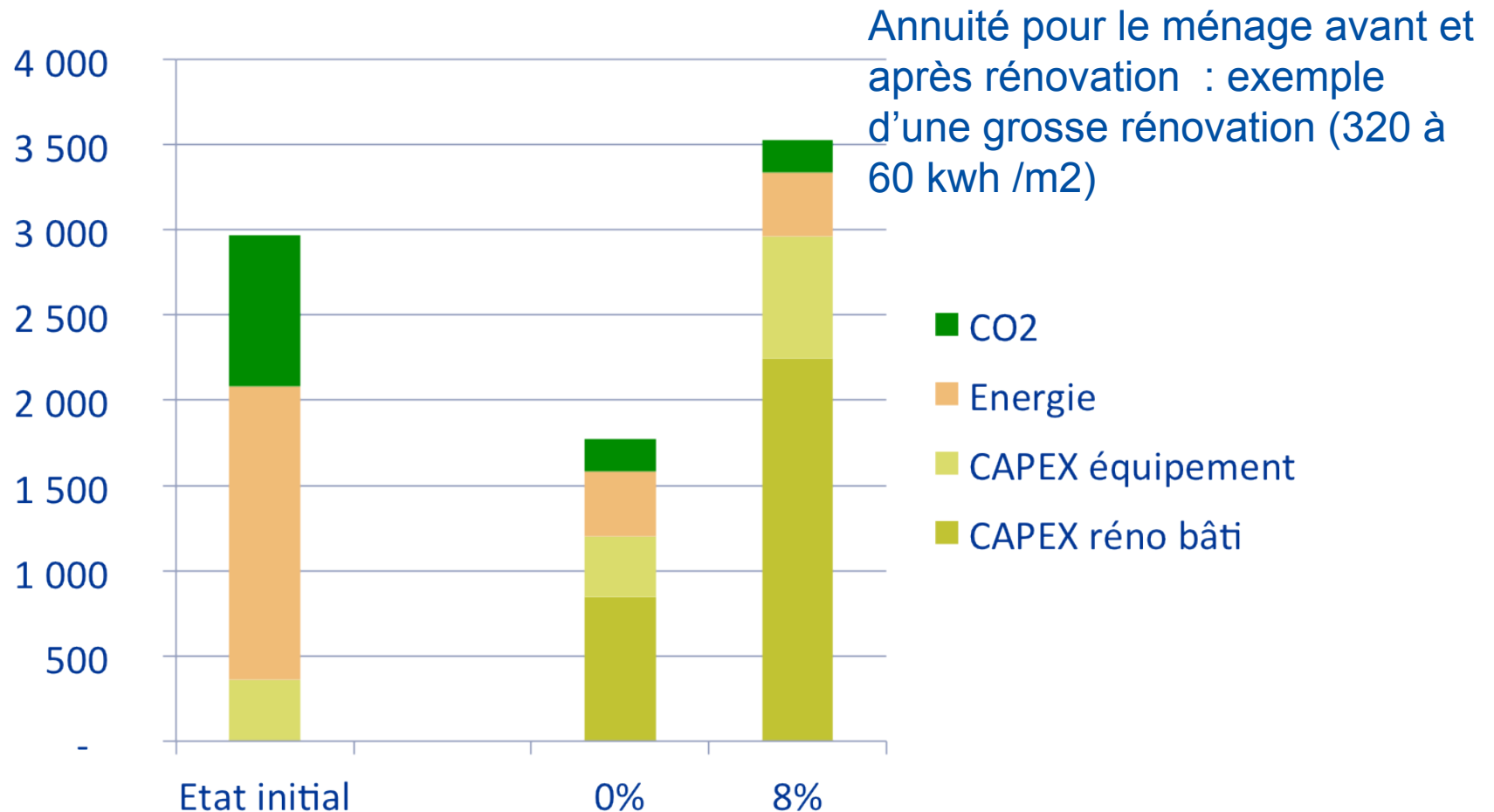
- Les ménages aidés doivent pouvoir bénéficier de taux de financement bas sur des durées longues
 - Nécessité de dispositifs nationaux lourds, relayés par les régions
 - Mise en place de dispositifs de garantie
 - Création d'une Banque de la transition énergétique
-
- « La Banque publique d'investissement sera pour partie alimentée par le Livret de Développement Durable, mais sera donc concentrée, sur une bonne part de ses activités, sur la conversion écologique de notre système productif. Qu'il s'agisse de l'isolation thermique, des énergies renouvelables, des écotecnologies, la Banque publique d'investissement sera la banque de la transition. »

Discours du président de la République
à l'ouverture de la Conférence environnementale

**C'est le problème central de la transition.
Sortir du fossile c'est passer d'énergies de rente à des
énergies de flux (qui nécessite du capital)**



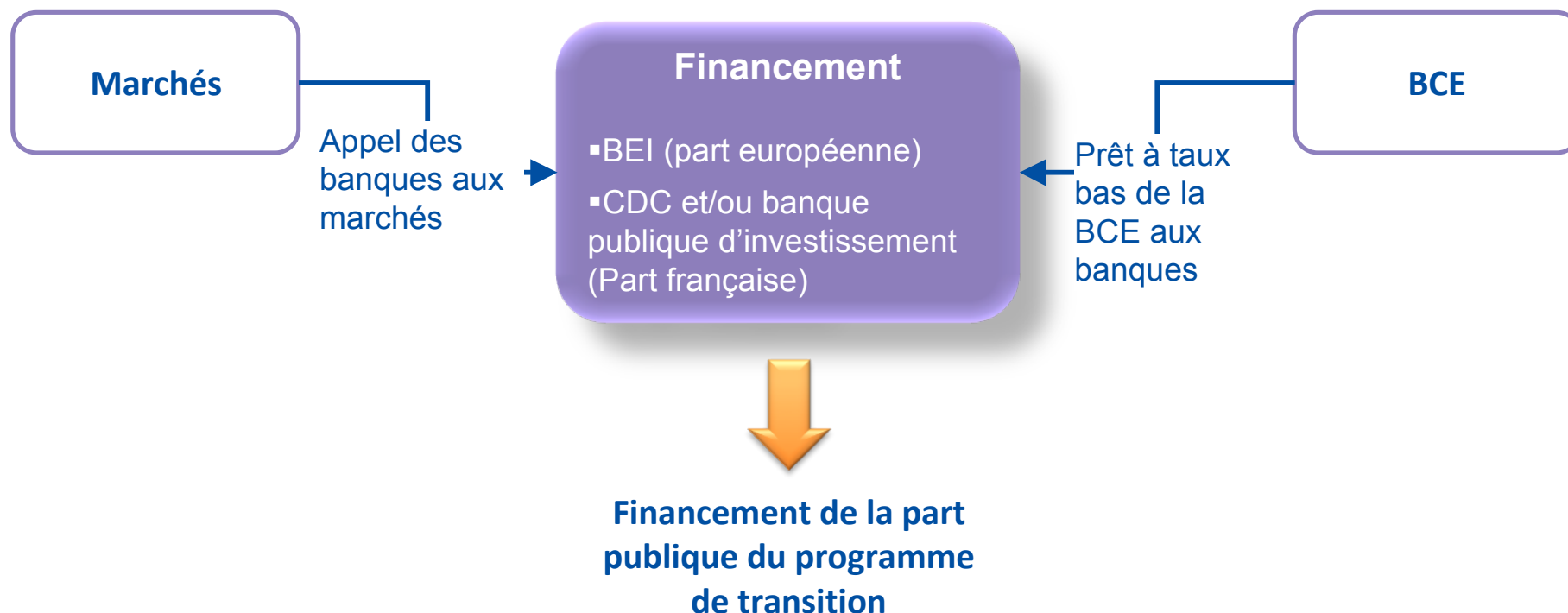
Dans la rénovation thermique le coût du capital pèse aussi !



Comment faire baisser le coût du capital?

La BCE sait renflouer les banques en leur prêtant à prix d'ami !

Elle peut faciliter le financement d'un programme de transition écologique, anti-inflation, améliorant le solde commercial de la zone Euro et créateur d'emplois



Place à la (saine!) créativité financière

Y a plus ka!

- Créer une (vraie (1)) banque de la transition énergétique
- Qui a accès au refinancement de la BCE à 1%
- Qui peut investir en fonds propres ou prêter à un taux un poil supérieur
- Et dont la capacité de financement est démultiplié par l'effet de levier :
 - si elle prête (car elle peut prêter 10 fois le montant de ses fonds propres)
 - si elle investit en capital (car la structure cible pourra, elle, s'endetter avec un levier de 3 ou 4)

(1) Qui a le pouvoir de création monétaire